Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 26 (1989)
Heft: 935

Rubrik: Débat

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

DEBAT

Faut-il privatiser la TV ?

(*réd*) Dans un texte qu'il a fait parvenir à la rédaction de DP, Jean Ziegler reprend l'idée développée en d'autres termes dans un «Parti pris» de *24 Heures* du samedi 31 décembre: la gauche se trompe en défendant le monopole de la SSR, il convient enfin de «libérer la télévision». Nous avons demandé à Yvette Jaggi, membre du comité central de la SSR, de répondre directement aux propos de Jean Ziegler. Voici leur confrontation.

Pour l'abandon du monopole

La commission du Conseil national discutant la Loi sur la radio et la télévision file du mauvais coton: elle doit terminer ses travaux ce printemps, mais quels travaux? Pénible opération d'immobilité organisée, de blocages savamment camouflés, d'atermoiements masqués par des arguments surannés qui n'ont qu'un rapport lointain avec la réalité de la technique télévisuelle et les goûts du public. En bref, la majorité de la commission s'oriente vers une soumission courtisane aux exigences de la SSR et du département Ogi, qui veulent le maintien du monopole. Si télévision privée il devait y avoir, elle serait croupissante et marginale, pratiquement incapable d'influer sur le débat public et la création artistique en Suisse.

Une concurrence profitable

Je suis résolument pour l'abandon du monopole et donc pour la création de chaînes suisses privées et concurrentes. Le modèle anglais — en fonction depuis 1955 — montre la voie: deux chaînes publiques (BBC 1 et 2) et des chaînes privées pouvant se développer librement. La concurrence est profitable au public: les plus formidables émissions sur le tiers monde, pour ne prendre que cet exemple, sont produites par Granada-Television et Channel-Four; elles sont largement exportées et diffusées à l'étranger. Serions-nous moins désireux d'avoir une information enfin libérée du monopole en Suisse? moins capables que les Anglais, les Américains, les Canadiens et d'autres d'assurer la liberté de création, loin des carcans de la bureaucratie, de l'Etat, de l'idéologie dominante? Pour un Temps présent, un Tell quel, combien de Tellstars, Tellsports et autres fadaises?

Tout le problème, quand il est question de télévision privée, réside dans la formulation du cahier des charges. Mais là où la commission du Conseil national ne voit qu'obstacles insurmontables, questions quasi métaphysiques et à jamais insolubles, il n'y a en réalité qu'un problème politique: faut-il que le monopole, et avec lui la paresse d'esprit, l'indolence et le règne de la bureaucratie continuent, ou veut-on une télévision enfin stimulée par la concurrence?

La Suisse menacée

Regardons dans quel paysage planétaire — et plus particulièrement européen — se situe ce débat. A Stockholm, fin novembre, les ministres des 22 pays européens ont pris une décision historique pour la culture et l'industrie européennes: ils se sont mis d'accord sur une stratégie qui devra protéger les télévisions nationales des conséquences néfastes de l'explosion du marché audio-visuel. Grâce notamment au développement rapide de la transmission par câble et de la multiplication des satellites, le paysage audio-visuel européen va être totalement bouleversé dès le début des années nonante. Un récent rapport de la Commission de la CE indique que le marché sera bientôt multiplié par dix. Thimoty Renton, chef de la délégation anglaise à Stockholm, dit que *«d'ici 1993, nous aurons besoin de 300'000 heures de nouveaux programmes pour satisfaire la demande»*. L'Europe est mal préparée à ces échéances: son industrie est faible, sa présence sur les marchés mondiaux déficiente. Près de 80% des exportations internationales de produits télévisuels sont aujourd'hui contrôlés par des entreprises américaines.

La Suisse, qui a joué un rôle actif dans la préparation du projet de convention de Stockholm, est menacée comme les autres pays européens: sur un marché en plein bouleversement, les trusts multinationaux — aux ambitions culturelles inexistantes, mais au pouvoir financier quasi illimité — jouissent d'un avantage dangereux. Les Berlusconi, Maxwell, Murdoch et autres magnats du feuilleton débile conquièrent chaque jour du terrain, un peu partout en Europe. Le projet de convention de Stockholm, qui deviendra définitif par la signature des ministres des affaires étrangères le 5 mai prochain, agit notamment par la réglementation des espaces et des rythmes publicitaires. 15% du temps d'antenne (20% au maximum durant les heures de grande écoute) sont attribués à la publicité. Les annonces spécifiquement destinées à un pays et celles pour le tabac sont interdites; la périodicité des interruptions est de 20 minutes pour les programmes de variété, 30 minutes pour l'information et 45 minutes pour la fiction.

La politique fédérale en matière de télévision est marquée par la contradiction, la confusion et le cafouillage: à Stockholm, Adolf Ogi défend l'identité suisse et européenne des programmes de télévision au moyen de conventions transnationales... et à Berne il plaide pour le maintien obsessionnel du monopole de la SSR.

Imposer la concurrence

Un souvenir personnel: j'ai été récemment l'invité d'un débat à la télévision suisse italienne. Moquettes, studios ultra-modernes, interminables couloirs ornés de tapisseries, antichambres aux fauteuils luxueux, restaurants, cafétérias, etc. Monopole oblige! Le contribuable paie. Après l'émission, je montai chez Dario Robbiani dont la maison, perchée sur un promontoire de l'attachant village de Comano, surplombe le pompeux palais de la télévision. Sur son

écran, mon hôte, comme tous ses concitoyens, reçoit journellement 28 canaux différents, dont trois seulement sont suisses. Quant à la télévision suisse italienne, elle est aujourd'hui une aimable station régionale dont l'audience fond comme neige au soleil.
Conclusion: imposons aujourd'hui, au moyen d'une loi bien faite et de cahiers des charges rigoureux, la concurrence entre les chaînes suisses privées et publiques, la pluralité des équipes, la télévision enfin libérée. Le bon vieux dogmatisme de notre gauche helvétique qui ne voit de liberté que dans le monopole est parfaitement archaïque. Le combat socialiste progressera infiniment plus avec une conscience collective sollicitée, informée, nourrie par une multitude de sources en concurrence.

Jean Ziegler

La libération-privatisation, un combat socialiste ?

On connaît le «système Jeannot»: le camarade Jean Ziegler fonctionne en séducteur tous azimuts, continuellement à la conquête de nouvelles approbations admiratives. Les journalistes, en particulier ceux de la télévision, lui ont longtemps servi de cible favorite. Estimant sans doute que ses apparitions dans les étranges lucarnes helvétiques sont devenues trop rares, J. Ziegler exerce désormais son charme sur la foule des téléspectateurs suisses; qu'il veut derechef libérer de l'emprise du «monopole de la SSR», c'est-à-dire de la télévision de service public, en ouvrant la voie des ondes aux producteurs privés. Tel est le sens du «combat socialiste» mené en solitaire par le camarade J. Ziegler qui a surpris tout le monde avec sa nouvelle croisade.

La dictature de l'Audimat

Aussi bien dans *24 Heures* que dans le texte ci contre, J. Ziegler déplore la tournure prise par les travaux d'une commission parlementaire, présidée par Lilian Uchtenhagen, et à laquelle il n'appartient pas. Parmi les membres de cette commission figurent en revanche les deux conseillers nationaux radicaux membres d'Helvecom, cette Association suisse pour la communication électronique, qui veut «le maintien d'un pluralisme libéral, indispensable dans le domaine des médias».
Autant dire que son président, le Valaisan Pascal Couchepin, aurait sans doute pu sans problème de conscience signer les textes de J. Ziegler. Car notre ami se trompe sur un point fondamental: l'institution d'une concurrence en matière de médias ne crée pas des espaces de liberté, ni pour les producteurs/réalisateurs, ni pour les téléspectateurs; au contraire, la concurrence engendre la dictature de l'Audimat, dont J. Ziegler lui-même connaît le verdict fâcheux et les effets pervers. Le cahier des charges n'y change pas grand-chose; car ou bien il ne dit rien des programmes et le tout-venant télévisé s'imposera spontanément; ou bien le cahier ose entrer dans le détail de la programmation, prescrivant par exemple des émissions d'intérêt général et de bon niveau culturel, et ses grilles permettront de projeter de telles émissions en dehors des heures de bonne audience, en fin de soirée ou pendant la nuit par exemple (voir TF1). Au reste, les impératifs du tiroir-caisse l'emportent tout naturellement dans les chaînes privées, qui passent pour les meilleures affaires de cette fin de siècle dans le secteur de la communication et même, plus largement, des services privés aux consommateurs.

Suisses en difficulté

Mais ces perspectives de profits sont à la mesure du marché à desservir. Granada, société produisant des émissions de qualité pour le diffuseur Channel Four, a réussi à survivre grâce aux dimensions mondiales de l'auditoire anglophone, présent sur les cinq continents. A contrario, personne ne s'intéresse vraiment au marché suisse, même à sa partie alémanique, pourtant la plus riche en population et en revenus: Telsat a disparu, Zürivision (Ringier) bat de l'aile, et ses puissantes sociétés concurrentes réunies dans Helvecom hésitent à se lancer. Quant au quatrième programme de la SSR avec fenêtres locales, il ne pourrait démarrer — si jamais il démarrait — qu'après l'adoption de la nouvelle Loi sur la radio-télévision, d'ici deux à trois ans au moins.
Ceci dit, le modèle britannique, auquel se réfère volontiers J. Ziegler, ne fonctionne pas seulement grâce aux dimensions du marché anglophone; il repose sur une tradition déontologique bien établie dans la presse britannique, et sur une habitude de la cohabitation des chaînes publiques (BBC 1 et 2) et privées (ITV, Channel Four). Tout le système, effectivement remarquable, est désormais remis en cause par le Livre blanc de Mme Thatcher, qui veut privatiser tout ce qui ne l'est pas encore. Le résultat d'une telle politique, nous le voyons en Belgique, dans un pays aux conditions plus comparables à celles que nous connaissons en Suisse: une télévision publique francophone acculée à la défensive face aux attaques de RTL et de TF1, qui va même installer une régie publicitaire dans le Grand Duché.

Les Américains plus avantageux

J. Ziegler paraît mal renseigné sur la réunion tenue à Stockholm en novembre dernier sous l'égide du Conseil de l'Europe. Cette conférence concernait non seulement la défense des sociétés de service public contre les privatisations sauvages, mais aussi la réglementation de la publicité transfrontière, et surtout la lutte contre l'envahissement des productions américaines. Ces dernières se vendent en Europe pour quelques milliers de francs l'heure, alors que des productions originales reviennent à plusieurs centaines de milliers de francs pour la même durée. La tentation est évidemment grande pour les chaînes de ce continent, avec toutes les conséquences culturelles gravissimes résultant de telles reprises transatlantiques.
Non décidément, le camarade Ziegler s'est trompé de cible; au lieu de flatter les amateurs de programmes rentables et autres privatiseurs d'antennes, dont il adopte la cause et le langage pour des raisons plutôt mystérieuses, il ferait mieux de s'employer à défendre et illustrer la radio-télévision de service public, la seule susceptible de produire, pour nos trois principales régions linguistiques, des programmes d'information et, plus rarement vu leur coût élevé, de divertissement.

Yvette Jaggi